

# Globale Défense

La revue de géopolitique et d'intelligence économique



## Zone 1 : la corne de l'Afrique

*Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Région du Tigré, Somalie*



# SOMMAIRE

Note aux lecteurs.....	2
Djibouti, un calme relatif.....	3
Erythrée, une paix récente.....	5
Ethiopie, l'incessant conflit du Tigré.....	7
Le Tigré, une région marquée par la guerre.....	8
Somalie, les restes d'une guerre civile inachevée.....	9

# NOTE AUX LECTEURS

Le club Défense est fier de vous présenter le premier numéro d'une nouvelle revue mensuelle intitulée "Globale Défense".

Notre nouvelle revue a pour objectif de faire un point de situation des zones de conflits peu médiatisés. Chaque mois, nous nous concentrerons ainsi sur une région précise du monde.

Pour cette première parution, nous avons choisi de nous focaliser sur l'Afrique de l'Est en étudiant quatre pays : Djibouti, la Somalie, l'Erythrée, et l'Ethiopie. Pour ces deux derniers territoires, nous avons choisi de faire une partie à part sur le conflit du Tigré ; zone partagée entre les deux pays.



Les états en jaune sont traités dans ce numéro.

# DJIBOUTI

## Un calme relatif

ECRIT PAR  
AUGUSTIN W.

### UNE GUERRE CIVILE PERSISTANTE

Pays de 23 000 km<sup>2</sup>, Djibouti compte parmi les plus petits pays d'Afrique. Sa position stratégique, à l'entrée de la mer Rouge, lui vaudrait d'être une base majeure pour les principales puissances mondiales telles que la Chine, les Etats-Unis, la France, l'Italie ou encore le Japon. Dans les années 1990, le pays a connu une guerre civile opposant le gouvernement Djiboutien au Front pour la restauration de l'unité et la démocratie (FRUD). Ce mouvement a pour but de défendre la minorité Afar présente dans le centre du pays.



A la fin du conflit en 1994, la majorité du FRUD dépose les armes et devient un parti politique accepté au sein du pays. Cependant, quelques éléments du FRUD ne s'alignent pas sur cet opinion général et continuent le combat.

En octobre 2022, dernière offensive en date, le FRUD attaque une base militaire djiboutienne engendrant la mort de plusieurs soldats et en capturant d'autres.

En 2013 et en 2014, le FRUD projette plusieurs attaques contre des bâtiments publics et plusieurs infrastructures causant la mort d'une dizaine de militaires djiboutiens.

#### **Figure 1**

#### Carte de Djibouti

Par Ninrouter — Travail personnel, CC BY-SA 3.0,

<https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=19639919>

**Figure 2**

WMA-301 de l'armée  
Djiboutienne lors d'une  
démonstration à la base de  
Maryama.

Par Skill1st – Travail personnel,  
CC BY-SA 4.0,  
<https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=123122378>



### **UNE VIVE RÉACTION ETATIQUE...**

Le gouvernement djiboutien montre une forte violence envers la minorité Afar en menant notamment des exactions tel que des arrestations aléatoires suivies d'emprisonnements et de tortures. L'armée djiboutienne tire sans sommation sur la population lors de rassemblements de foules. L'État est également responsable d'incendies sur de nombreuses habitations.

En réaction aux attaques d'octobre, le gouvernement djiboutien a souhaité montrer sa détermination à détruire le FRUD en faisant voter à l'Assemblée nationale la classification du groupe comme organisation terroriste.

### **...LIÉE À D'IMPORTANTES GAINS ECONOMIQUES**

Cette volonté d'étouffer le FRUD semblerait être liée à la découverte récente de gisements d'or dans la région où réside la minorité Afar. Cette zone semble déjà faire l'objet de convoitise, notamment par l'entreprise britannique Stratex International, ayant déjà montré un intérêt tout particulier pour cette région.

Si l'État djiboutien souhaite se montrer solvable aux yeux de potentiels investisseurs ou entreprises, ce dernier se doit de ne plus présenter de menaces pouvant bloquer d'éventuels projets dans la région.

Depuis 2014, Djibouti se concentre sur la géothermie, près du lac d'Assal dans le centre du pays – zone du FRUD afin d'envisager une exploitation du site. Ce projet, de plus de 30 millions d'euros, se doit d'être solidement protégé puisqu'il permettrait à l'État djiboutien, au delà d'une amélioration de son apport énergétique, d'obtenir un gain économique majeur.

Ainsi, et dans un monde où l'énergie est une des clés permettant d'asseoir sa puissance dans la sphère internationale, Djibouti a tout intérêt à ne plus avoir de militants issus du FRUD faisant interférence sur la zone aurifère récemment découverte. Afin de développer ses projets pouvant grandement enrichir le pays, Djibouti n'est pas à l'abri de nouveaux conflits sur son territoire.

# ERYTHRÉE

## Une paix récente

ÉCRIT PAR  
CLÉMENCE F.

### L'ÉTHIOPIE ET L'ÉRYTHRÉE : UN CONFLIT TRAVERSANT LES DÉCENNIES

Historiquement, l'Erythrée a connu de fortes tensions avec son voisin éthiopien. De mai 1998 à juin 2000, ces frictions frontalières ont débouché sur un conflit meurtrier engendrant, selon les estimations, entre 54 000 à 137 000 victimes.

Sous la supervision de l'ONU, la médiation de l'Organisation de l'Union Africaine (OUA) a abouti à la signature des accords d'Alger, le 12 décembre 2000, entre le gouvernement éthiopien et érythréen. Ce traité de paix évoquait la délimitation de la frontière, donnée par une commission arbitrale dont les décisions attribueront la ville de Badme à l'Érythrée.



Cependant, les Éthiopiens ne s'étant jamais retirés de cette ville et de ses environs, une situation profondément conflictuelle a perduré dans cette région durant plus de 20 ans (région du Tigré).

Cette médiation saoudienne a notamment été saluée par Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU.

Au-delà de la normalisation des relations bilatérales entre les deux pays permis par la médiation de Ryad, la signature de cet accord a engendré un renforcement sécuritaire et une certaine stabilité dans la région.

### UN ACCORD DE PAIX INTÉRESSANT ET INTÉRESSÉ

Au regard de cette situation sans issue, le 17 septembre 2018, un second accord sera signé entre ces deux pays, à Djebbah en Arabie Saoudite entre le premier ministre éthiopien Abiy Ahmed et le président érythréen Isaias Afwerki.

Annonçant de nombreux projets de coopération dans les domaines politique, économique, sécuritaire ou de défense, l'accord permettra, par exemple, la réunification des familles, la reprise des liaisons aériennes et des télécommunications. Les hostilités entre les deux voisins de la corne de l'Afrique ont ainsi cessé, en restaurant notamment leurs liens économiques et diplomatiques.

#### Figure 1

#### Carte de l'Erythrée

Par Africa\_(orthographic\_projection).svg:  
Martin23230LocationEritrea.svg: User:Rei-  
arturderivative work: Sémhur (talk) —  
Africa\_(orthographic\_projection).svgLocatio  
nEritrea.svg, CC BY-SA 3.0,  
<https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=8834788>

**Figure 2**  
Carte de la Mer Rouge

[https://en.wikipedia.org/wiki/Red\\_Sea#/media/File:Red\\_Sea\\_topographic\\_map-en.jpg](https://en.wikipedia.org/wiki/Red_Sea#/media/File:Red_Sea_topographic_map-en.jpg)



### L'ARABIE SAOUDITE, LE MÉDIATEUR STRATÉGIQUE

En jouant le rôle de médiateur dans ce conflit, l'Arabie Saoudite a pour ambition d'étendre son influence dans la région. Ryad souhaite se positionner stratégiquement en Mer Rouge et cela en **passant notamment** par sa volonté de créer une alliance politique et économique avec six pays qui l'entoure : l'Égypte, Djibouti, la Somalie, le Soudan, le Yémen et la Jordanie.

Inciter une réconciliation entre l'Éthiopie et l'Érythrée pourrait permettre à l'Arabie Saoudite d'agrandir sa sphère d'influence et servir à une meilleure exploitation de la zone, conséquence directe d'une stabilité plus importante dans la région.

La guerre civile au Yémen, officieusement entretenue par l'Arabie Saoudite, pourrait également être une raison ayant poussé Ryad à réagir au conflit opposant l'Érythrée et l'Éthiopie. Obtenir des alliés stables dans la zone permettrait à l'Arabie Saoudite de garder une plus forte emprise dans la région.

L'Iran, « chat noir » de la région et ennemi incontesté de l'Arabie Saoudite, pourrait lui aussi être une raison ayant poussé Ryad à jouer les médiateurs dans la signature de cet accord de paix. L'Iran tente effectivement de mener une politique d'influence dans la région, ce qui pourrait avoir poussé l'Arabie Saoudite à attirer l'Érythrée dans son camp. Rompant ainsi toute relation possible entre Téhéran et Asmara, Ryad garde une fois de plus, sa place stratégique dans la région.

# ÉTHIOPIE

## L'incessant conflit du Tigré

ECRIT PAR

QUENTIN G. ET PIERRE GÉRU

### L'ÉTHIOPIE, UN PASSÉ À PART

Communément appelé le berceau de l'humanité, l'Éthiopie fait office d'exception sur le continent au regard de son histoire. Situé dans la Corne de l'Afrique, ce pays est le seul à ne pas avoir connu la colonisation Européenne durant les siècles passés.



### UN PAYS DIVISÉ PAR DE MULTIPLES ETHNIES...

Les multiples changements de pouvoirs du gouvernement Éthiopien sur ces représente un facteur direct de l'instabilité qui perdure dans le pays depuis de nombreuses années. Par manque de fermeté et de continuité de la classe politique, l'Éthiopie peut difficilement envisager de manière concrète un déploiement économique ou social sur son territoire.

Depuis la fin du Derg (Gouvernement militaire provisoire de l'Éthiopie socialiste) en 1991 qui avait renversé la monarchie éthiopienne, le pays a vu à sa tête l'lhadeg ; une coalition des principales ethnies du pays (Oromo, Amhara, Tigréens...).

L'lhadeg, d'apparence fédératrice, s'est en réalité vue dominée par les Tigréens, ethnie principale du nord du pays (6% de la population DU PAYS ? Ou de la région ?

Cette situation a mené à de multiples conflits au sein du pays, notamment de 2007 à 2008 lors de l'insurrection dans l'Ogaden de la part des peuples somaliens, majoritaires dans l'Est du pays.

### ... RAISON DE VIOLENTES RÉPRESSIONS

Durant la dernière décennie, de fortes répressions ont fait suite à des manifestations dans les régions d'Amhara et d'Oromo, visant à contester l'autorité du pouvoir fédéral.

Il est également à noter que l'Éthiopie est décrite comme l'un des pays les plus répressifs à l'égard des journalistes, avec des emprisonnements quotidiens d'opposants.

Suite à ces contestations, le président Abiy Ahmed d'origine oromo arrive au pouvoir en 2018. Une première pour le pays dominé depuis des années par l'ethnie tigréenne.

### Figure 1

#### Carte de l'Éthiopie

Par Africa (orthographic projection).svg:

Martin23230LocationEritrea.svg: User:Rei-

arturtravail dérivé Sémhur — Africa

(orthographic

projection).svgLocationEritrea.svg, CC BY-SA

3.0,

[https://commons.wikimedia.org/w/index.php?](https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=8841388)

[curid=8841388](https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=8841388)

# LE TIGRÉ

## Une région marquée par la guerre

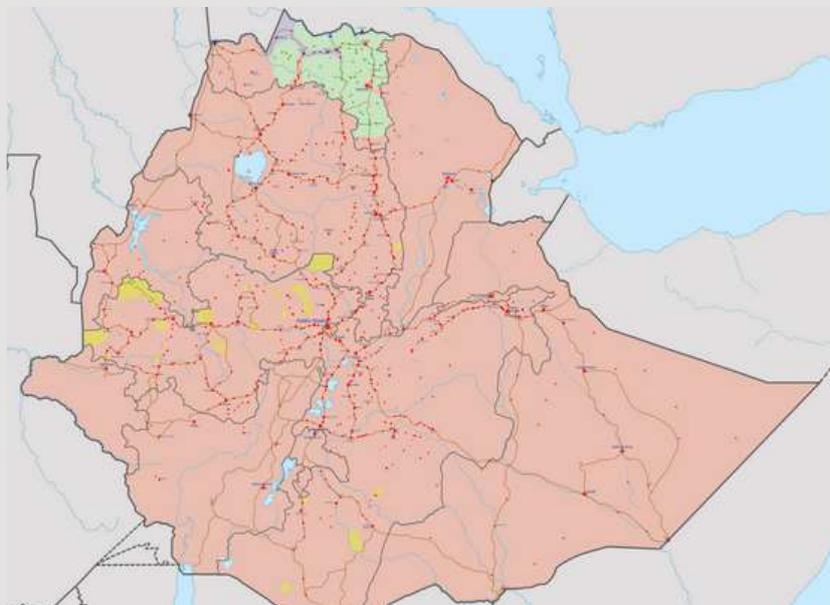
ÉCRIT PAR

QUENTIN G. ET PIERRE GÉRU

### UNE RÉGION AUTONOME DE L'ÉTHIOPIE MISE SOUS SILENCE

Zone enclavée entre le Nord de l'Éthiopie et le Sud de l'Érythrée, le Tigré possède son propre gouvernement et son propre système judiciaire. Zone particulièrement stratégique, la région du Tigré a vu les conflits sur son territoire s'intensifier au fil des années. En effet, une offensive militaire conjointe entre l'Érythrée et l'Éthiopie perdure dans cette région hypersensible de l'Afrique de l'Est.

En 2019, Abiy Ahmed (le président de l'Éthiopie) crée le parti de la prospérité réunissant la majorité des ethnies du pays à l'exception du Front de Libération du Peuple Tigréen (FLTP) qui voit alors son pouvoir affaibli.



Suite au report des élections législatives par le pouvoir central en raison de la crise sanitaire, le FLTP entre en rébellion.

Le 4 novembre 2020, les forces tigréennes répondent par une offensive sur les forces gouvernementales situées dans le Nord du pays.

Le gouvernement éthiopien réagit en menant une offensive où il réussit à reprendre certaines villes, alors contrôlées par les Tigréens.

### UNE INGÉRENCE ERYTHRÉENNE

S'en suit une période d'enlèvement qui voit l'arrivée d'un nouveau co-belligérant : l'Érythrée.

Selon Amnesty International, "l'armée érythréenne s'est livrée à un pillage généralisé et à des exécutions extrajudiciaires".

Une haine érythréo-tigréenne pousse l'Érythrée à s'impliquer dans une guerre purement nationale. Son ingérence verra notamment une réponse de l'armée Tigréenne par l'envoi de roquettes en novembre 2020 sur la capitale érythréenne.

L'Érythrée, autrefois rival de l'Éthiopie, semble en effet profiter de cette situation de chaos pour affaiblir son voisin et rebattre les cartes de puissance dans la région.

### UNE GUERRE DES PLUS REPRESSIVES DE LA RÉGION

En dépit de la signature d'un accord de paix prévoyant le retrait des forces étrangères hors de la région du Tigré, un mois plus tard, l'armée érythréenne est toujours présente sur le territoire. Elle est de nouveau accusée d'exactions sur les populations locales.

### UNE GUERRE DE L'INFORMATION SOUSJACANTE

S'ajoutant à une guerre par les armes, la conflit du Tigré est également victime d'une importante manipulation de l'information.

Le conflit de la région du Tigré, zone d'enjeux de puissance majeurs d'États comme la Chine, l'Arabie Saoudite, la Russie ou encore l'Érythrée se voit stigmatisé à toutes les échelles comme un désaccord simplifié entre le pouvoir central et les forces tigréennes.

Loin de faire état de la véritable situation, la faible médiatisation de cette guerre (dont l'Europe peut également en faire le constat) est directement liée à la manipulation de la communication des acteurs mentionnés précédemment pour faire jouer leurs intérêts économiques dans la zone.

Figure 1

### Carte de la situation militaire en novembre 2022

la zone en rouge est la zone contrôlée par le gouvernement fédéral éthiopien (FDNE),  
En bleu, celle contrôlée conjointement par l'Éthiopie et l'Érythrée,  
En vert celle contrôlée par le Front de libération du peuple du Tigré,  
En jaune celle contrôlée par le Front de libération oromo

Par Rr016 — Travail personnel, derived from the Template:Ethiopian wars and insurgencies detailed map and File:Ethiopia adm location map.svg by NordNordWest, CC BY-SA 4.0, <https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=112116295>

# SOMALIE

## Les restes d'une guerre civile inachevée

ECRIT PAR  
AMANDINE HAMON

Dans les années 1990, une guerre civile éclate en Somalie, disloquant ainsi tout le pays. Deux Etats du Nord vont proclamer leur indépendance bien qu'ils ne soient pas reconnus par la sphère internationale : le Somaliland (1991) et le Puntland (1998).



### LE DÉFIS SÉCURITAIRE DE LA RADICALISATION DJIHADISTE

Malgré l'aide internationale et des opérations étrangères visant à rétablir l'ordre dans le pays, la situation reste très instable. Notamment dans le Sud de la Somalie, où les actes terroristes sont omniprésents.

Le groupe terroriste islamiste somalien, Al-Qalida Al-Chabab, d'idéologie salafiste djihadiste, créé en 2006 est soupçonné d'avoir des liens étroits avec la direction centrale d'Al-Qaïda au Pakistan et d'héberger des djihadistes étrangers.

L'intensification des opérations militaires entre les États-Unis et le Pakistan dans les zones tribales du Sud-Waziristan (province pakistanaise), a conduit plusieurs dirigeants d'Al-Qaïda à fuir vers la Somalie. Ce groupe terroriste opère principalement en Somalie mais aussi dans les pays frontaliers tels qu'au Kenya, à Djibouti et en Ouganda.

Depuis 2007, Al-Qalida menace la sécurité du pays et y commet de nombreux attentats. Le dernier en date est celui du 29 octobre 2022. Un double attentat piégé en plein cœur de Mogadiscio, la capitale somalienne, fait état de 120 morts et plus de 300 blessés. Ce dernier, revendiqué par le groupe terroriste, fut l'un des plus meurtriers depuis ces cinq dernières années. Cette attaque démontre la menace que ce groupe représente et de l'insécurité qu'il entretient sur le territoire. Cette offensive a été perpétrée 6 mois après la réélection du président Hassan Sheikh Mohamoud à la tête du pays. Ce dernier se veut être un ennemi du terrorisme. Ces attaques sont certainement des représailles du groupe Al Shebbab afin de montrer qui reste le réel maître de la Somalie.

**Figure 1**

#### Carte de la Somalie

Par Travail personnel, CC BY 3.0,  
<https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=8975968>

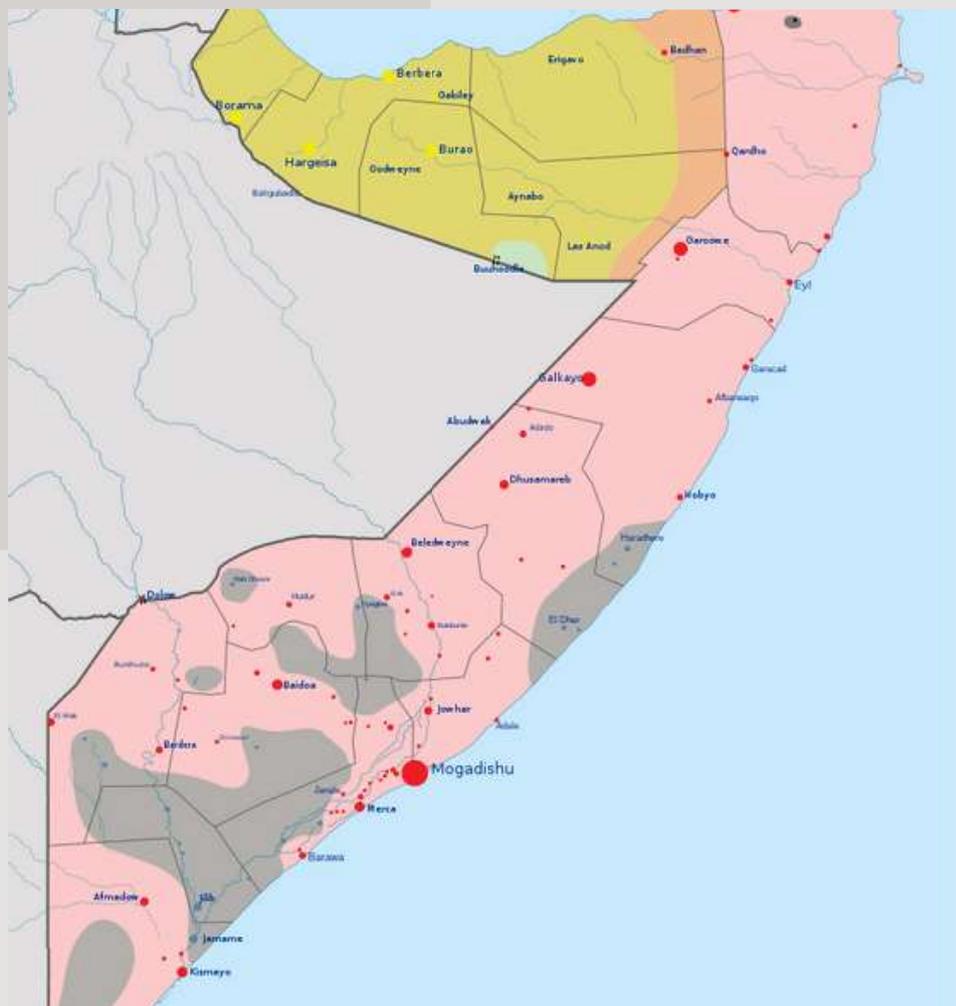
## Légende

### Situation en janvier 2021

En rose, la zone contrôlée par la Somalie, l'AMISOM, le Puntland et leurs alliés,  
En gris la zone contrôlée par Al-Shabbaab,  
En vert celle contrôlée par le Khatumo,  
En jaune, celle contrôlée par le Somaliland

Figure 2

Par Ali Zifan (vectorized map) — Derived from Module:Somali Civil War detailed map, CC BY-SA 4.0, <https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=47087537>



## LE GOUVERNEMENT SOMALIEN EN PERPÉTUEL REcul FACE À LA CORRUPTION

Le président, déjà élu de 2012 à 2017, a fait naître une vague d'espoir dans le pays. Le gouvernement de Mohamoud fut l'un des premiers à bénéficier d'une reconnaissance mondiale et à faire parvenir plusieurs aides internationales lors de son arrivée au pouvoir. Mais cela n'aura pas empêché ses opposants de dénoncer la présence de luttes internes et la corruption aussi présente qu'au début de son mandat.

De nombreux scandales ont entravé le premier gouvernement de Mohamoud. Notamment citer les détournements de fonds publics, les pillages d'actifs nationaux détenus à l'étranger par des personnes proches de la présidence. Un rapport de l'ONU a démontré que le gouvernement somalien détournait des armes au profit des militants d'Al-Chabab. L'ONU a déclaré que les revenus provenant de la production du port de la capitale sont toujours autant détournés. En effet, environ 30% des revenus du port de Mogadishu sont manquants.

À la suite de ces événements, la Somalie délaissée dans la misère, devient l'un des pays les plus pauvres au monde.

Un grand nombre de Somaliens ont fui le pays, et les candidats au départ sont encore nombreux : le chiffre des Somaliens en exil hors du territoire ne sont pas connus avec précision, tant le pays connaît un chaos sans précédent. La CIA estime qu'entre 1988 et 2020, la guerre civile en Somalie a fait environ 550 000 morts.

Divers efforts diplomatiques ainsi qu'humanitaires internationaux dans le cadre de la guerre civile sont en vigueur. Cela comprend des initiatives mises en place par l'Union Africaine, la Ligue Arabe, l'Union Européenne ou encore l'UNICEF. En 2007, une mission régionale de maintien de la paix a été créée par la mission de l'Union africaine en Somalie (Amisom) avec l'aval de l'ONU. Elle a pris fin en 2022 et visait notamment à former des forces de sécurité somaliennes, et contribuer à un environnement sûr pour l'aide humanitaire. Coté UE, les dirigeants ont déclaré en 2007 qu'une aide financière étaient peu probable mais ont affirmé leur intérêt à poursuivre le soutien humanitaire au pays.

## UNE GUERRE CIVILE AGGRAVÉE PAR LA FAMINE ET SÉCHERESSE

Secouée par des multiples conflits depuis 15 ans, la Somalie a subi une 3ème sécheresse qui aggrave les conditions de vie déjà très précaires des somaliens. Depuis fin 2020, les épisodes climatiques se multiplient et l'accès à l'eau se fait de plus en plus rare.

Environ 7 millions de personnes sont en insécurité alimentaire selon l'ONU. Les enfants subissent de plein fouet cette situation. En août, plus de 40 000 enfants ont été admis dans des hôpitaux pour malnutrition aiguë sévère (responsable de la plupart des décès des enfants dans le monde de moins de 5 ans).

La crise climatique a ainsi conduit à une crise alimentaire.

Les conséquences de la crise récente du Coronavirus n'ont fait que fragiliser le pays davantage.

BILAN

ENVIRON 550 000 MORTS

2.97 MILLIONS DE DÉPLACÉS